



Visite de Faure Gnassingbé en France L'avenir du Togo ne doit pas se décider à l'Élysée

Communiqué, le 19 novembre 2008

C'est le 2^{ème} épisode, cette semaine, d'un feuilleton françafricain qui dure depuis trop longtemps. Après le président burkinabé le 19 novembre, Nicolas Sarkozy reçoit son homologue togolais, le jeudi 20 novembre, venu en visite « de travail et d'amitié » pour préparer en fait la perpétuation de la dictature Gnassingbé.

Cette visite entre indiscutablement dans la perspective des prochaines élections présidentielles en 2010 qui donne lieu à toutes les inquiétudes pour l'avenir du Togo. Les Togolais subissent, au quotidien, la rivalité entre Faure Gnassingbé et son demi-frère Kpatcha, tout-puissant ministre de la Défense. Les deux héritiers se disputent la confiscation du pouvoir, Kpatcha agitant même la menace d'une intervention de l'armée : « *Mais si le pays arrivait à une situation de blocage politique, l'armée n'hésiterait pas à entrer en jeu.* » (interview dans *Le Monde*, le 19 octobre 2007).

L'autre enjeu de cette visite concerne évidemment les intérêts économiques français au Togo, avec au premier plan la concession du port autonome de Lomé. Aujourd'hui entre les mains de *Progosa SA*, avec l'appui et au bénéfice de la plupart des barons du régime, le port de Lomé fera l'objet d'une négociation serrée pour satisfaire les appétits du principal ami et sponsor de Nicolas Sarkozy, Vincent Bolloré. Le président français avait déjà averti Faure Gnassingbé à Lisbonne, lors du Sommet UE-Afrique en décembre dernier : « *Bolloré est sur les rangs. Quand on est ami de la France, il faut penser aux entreprises françaises* » (*Le Canard enchaîné*).

Survie rappelle que Faure Gnassingbé Eyadema s'est hissé à la tête du Togo, en avril 2005, à la suite d'un coup d'Etat « héréditaire » perpétuant ainsi le règne sanglant de son père disparu brutalement. Un coup d'Etat légitimé *a posteriori* par une mascarade électorale, entachée de graves violences responsables de centaines de morts et de 40 000 réfugiés dans les pays voisins¹. Les piliers de la Françafrique (Omar Bongo, Blaise Compaoré, Denis Sassou Nguesso et autres) ont été sérieusement mis à contribution par Faure Gnassingbé depuis son élection frauduleuse pour plaider sa cause et le réhabiliter auprès des autorités françaises.

Aujourd'hui, après 45 ans de pouvoir clanique de la famille Eyadéma, le Togo est un pays délabré, abruti par la misère et les injustices, assommé par une corruption et réduit au silence.

Le Togo vient d'ailleurs de perdre un opposant de premier plan sans que cela n'émeuve les autorités françaises plutôt occupées à préserver, coûte que coûte, les intérêts commerciaux français. Historien, politologue et président du Mouvement pour le Développement National (MODENA), Atsutsè Kokouvi Agbobli dit AKA a été retrouvé mort, le 13 août dernier, sur une plage de Lomé. Tous les indices confortent la thèse d'un assassinat politique malgré les tentatives de camouflages du gouvernement. Une ligne de plus à ajouter à la longue liste de crimes du clan Eyadéma.

Dans ce contexte tendu, il serait inacceptable qu'à l'occasion de cette visite de « travail » du président togolais en France, annoncée sans les trompettes et tambours habituels, le gouvernement français apporte sa caution politique à un régime criminel et largement discrédité en vu des élections présidentielles de 2010.

Pour Nicolas Sarkozy, qui voulait se « débarrasser des réseaux d'un autre temps » (discours de Cotonou, 2006), et annonçait « *Nous ne soutiendrons ni les dictatures, ni les pays dirigés par des régimes corrompus* » (programme électoral de l'UMP en 2007), il est temps de prouver que l'avenir des pays du pré-carré africain ne se décide plus à l'Élysée.

Aussi Survie :

- exige que la France cesse tout soutien politique au régime de Faure Gnassingbé Eyadéma,
- exige des pouvoirs publics français qu'ils conditionnent leur coopération avec le régime togolais au respect des droits humains, la lutte contre l'impunité et l'organisation d'élections libres et transparentes,
- demande aux autorités françaises qu'elles exigent que toute la lumière soit faite sur l'assassinat d'Atsutsè Kokouvi Agbobli

Contact presse : Olivier THIMONIER olivier.thimonier@survie.org Tél. : 01 44 61 03 25

¹ Lire Avril 2005. *Le choix volé des Togolais. Rapport sur un coup d'Etat électoral perpétré avec la complicité de la France et de la communauté internationale*, coordonné par Survie, L'Harmattan, septembre 2005, 106 p.